

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée générale de l'Onu : Ali Bongo Ondimba appelle "les dirigeants du monde à plus de multilatéralisme"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a pris part hier, à 18h30, heure de Libreville par visioconférence, à la 76e Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (Onu). Des travaux placés, comme l'année dernière, sous le sceau du Covid-19. Une pandémie dont les effets dommageables sont perceptibles et visibles, à l'échelle planétaire. D'où le thème retenu : "Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la Covid-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter des personnes et revitaliser l'Onu". De fait, le président de la République a appelé, une fois de plus, "les dirigeants du monde à plus de multilatéralisme afin de bâtir ensemble une économie mondiale tenant compte des aspirations des peuples qui souhaiteraient un partage plus équitable des vaccins et des progrès technologiques". Un appel aux grands de ce monde, sur fond d'invitation à tirer tous les enseignements de cette pandémie, de manière à "reconstruire nos sociétés de façon plus durable, plus juste et inclusive". Pour ainsi dire, le numéro un gabonais a esquissé les contours d'un monde post-Covid dans lequel l'Afrique devra pleinement s'inscrire, à partir d'un changement de paradigme afin de rompre, a-t-il indiqué, avec les crises qui entravent son développement. Cela passe, entre autres, a-t-il fait valoir, par sa capacité à former un capital humain de qualité, à construire des infrastructures de base à même de garantir la sécurité des populations ; une lutte plus rigoureuse contre la corruption. Mais également une industrialisation des économies, une gestion plus rigoureuse et transparente de la dette et des ressources liées à l'exportation

des matières premières, etc. L'exhortation du chef de l'État témoigne ainsi de sa volonté d'une prise en compte réelle, à l'échelle mondiale, des problématiques susceptibles d'ébranler l'équilibre de la planète. Il en va ainsi des changements climatiques. D'autant que, a-t-il clamé, "ces phénomènes interagissent avec les problèmes socio-économiques et politiques dans nos pays, mettant en évidence des risques tels que l'instabilité politique et économique, l'insécurité alimentaire et la migration à grande échelle, entre autres". Et de préciser : "Dans cette phase charnière de jonction des dynamiques, il est fondamental de satisfaire à ces justes exigences de la conscience universelle, y compris une répartition équitable des rentes des technologies ; au risque de voir se sédimer un ordre international source de fragilités humaines, de défiance entre les nations et d'insécurité globale". Bref, Ali Bongo Ondimba s'est fait le chantre d'un nouvel ordre mondial plus juste et solidaire, sous-tendu par une réforme du Conseil de sécurité de l'Onu intégrant aussi bien une représentation équitable en son sein qu'une amélioration de ses méthodes de travail, en phase avec la position commune africaine exprimée par le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte en vue d'impulser une dynamique nouvelle au sein de cette organisation. Sans omettre la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc). Sur ce, Ali Bongo Ondimba a réaffirmé "l'attachement du Gabon au multilatéralisme et à une plus grande solidarité internationale qui demeurent, j'en suis convaincu, nos atouts les plus sûrs pour bâtir une Organisation plus résiliente, et à même de faire face efficacement aux défis et menaces qui se posent à l'humanité".



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors de son allocution.

Gabon : un pays au diapason des enjeux planétaires

J.K.M
Libreville/Gabon

À l'heure des enjeux de l'heure, le Gabon pourrait servir de modèle. D'autant qu'a relevé le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, notre pays a pris pleinement l'ampleur et la mesure des défis auxquels la planète est confrontée. En matière de lutte contre le changement climatique, le Gabon, a laissé entendre le président de la République, séquestre annuellement l'équivalent de cent quarante mille (140 000) tonnes de carbone, alors qu'il n'en émet que trente-cinq mille (35 000). "Ainsi, fort d'une différence de plus de cent mille (100 000) tonnes de

carbone chaque année, l'action du Gabon est déterminante pour l'avenir de l'humanité tout entière", a précisé le chef de l'État. Un engagement d'autant plus symbolique et significatif qu'en cette période de crise sanitaire, le Gabon n'a nullement failli à ses obligations en la matière. Une crise sanitaire dont les effets induits se sont traduits par un ralentissement de l'activité économique. Ce qui a amené le numéro un gabonais à instruire le gouvernement à mettre en place le Plan d'accélération de la Transformation (PAT). Lequel, a-t-il précisé, "vise à relancer notre économie, en accélérant la transition vers l'après-pétrole, et en mettant l'accent sur les nouveaux moteurs de croissance dont le

potentiel peut être accru. Il s'agit notamment des secteurs minier, forestier et agricole". De même, a-t-il poursuivi, le Gabon renforce ses capacités énergétiques par la finalisation imminente de nouvelles centrales solaires ou hydroélectriques accouplée à un ajustement budgétaire, la promotion du secteur privé comme leviers de diversification et de transformation de l'économie nationale. Toute chose sous-tendue par la politique de l'égalité des chances et de la parité. "Ma ferme conviction est que, dans un monde globalisé et compétitif, la parité est une question de justice sociale, d'égalité, d'équité et d'efficacité", a précisé le chef de l'État.